

**OBJET : MISSIONS CONFIEES AU COMITE CONSULTATIF ENVIRONNEMENT
CONCERNANT LES ANTENNES RELAIS DE TELEPHONIE MOBILE**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Depuis août 2003, la question des implantations sur notre commune des antennes relais de téléphonie mobile est posée. Ce phénomène a été d'autant plus accentué que l'un des opérateurs concernés n'a pas respecté sur un site les règles administratives liées aux autorisations de travaux.

Le Conseil Municipal d'Oullins, réuni le 31 mai 2007, constate que les procédures contractuelles liées à ce type d'installation n'ont pas été respectées par l'opérateur, notamment au regard des accords qu'il a signés avec d'une part, l'Association des Maires de France et d'autre part, l'OPAC du Rhône, propriétaire de l'immeuble concerné.

L'opérateur Bouygues Telecom, en effet, n'a pas affiché la déclaration obligatoire de travaux précédant l'installation d'antennes relais.

Ce même opérateur n'a pas non plus organisé de réunion d'information et de concertation avec les habitants et a donc enfreint son obligation d'information des habitants.

L'arrivée de nouveaux dispositifs de téléphonie mobile (UMTS en particulier) ainsi que l'arrivée de la télévision hertzienne sur téléphone portable imposent la plus grande vigilance et une obligation d'information et de communication transparente en direction des habitants de notre commune.

Face à cette situation le Conseil Municipal d'Oullins dénonce ces deux manquements aux engagements pris par l'opérateur en matière d'information des riverains, demande le démontage des installations du 89 rue Claude Michel et décide la mise en place d'un moratoire sur les projets d'installations et de modifications d'antennes relais.

Le comité Consultatif Environnement de la commune a déjà évoqué cette problématique à plusieurs reprises.

Il apparaît donc opportun que le Conseil Municipal lui confie les missions suivantes :

- Mesures des niveaux de rayonnement des installations existantes confiées à des experts indépendants au professionnalisme reconnu.
- Préparation d'une charte renforcée de concertation et d'information des populations concernées et spécifiant des valeurs maximales d'émission.

A l'aune de cette consultation, la municipalité se réserve la possibilité d'engager toute action ou procédure utiles à ce sujet.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ des membres présents

DECIDE la mise en place d'un moratoire sur les projets d'installations et de modifications d'antennes relais.

CONFIE au comité consultatif environnement les missions suivantes :

- mesures des niveaux de rayonnement des installations existantes confiées à des experts indépendants au professionnalisme reconnu.
- préparation d'une charte renforcée de concertation et d'information des populations concernées et spécifiant des valeurs maximales d'émission.

DEMANDE que le comité consultatif environnement rende ses conclusions avant le 31 décembre 2007

SE RESERVE la possibilité d'engager toute action ou procédure utiles à ce sujet.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET